

La droite a un boulevard avec les gens qui veulent renouer avec le réel



Sa place serait remplie par un autre car l'ordre impose qu'il y est un seigneur. Si le seigneur cessait d'exister, on pourrait lui trouver un successeur. Lorsque un ordre existe et qu'il est le résultat d'une tradition, c'est qu'il s'est prouvé son adaptation aux différents membres de la communauté en question. L'existence de l'ordre ne suppose pas l'immobilité du paysage dans lequel il s'inscrit. Les conditions matérielles de vie peuvent être améliorées. Comment faire cohabiter l'idée d'un progrès qui soit un progrès matériel, technologique ou éventuellement éthique avec la préservation de la nation ? La France a été une construction historique, elle fut le théâtre de mouvements de population, de mouvements d'évolution culturelle et religieuse que nous reconnaissons. Comment déterminer en réalité si nous sommes

face à une évolution naturelle des choses, si nous sommes face à un délitement, si nous sommes face peut-être finalement à un changement de paradigme civilisationnel comme il y en a eu dans le passé, comment trier le bon grain de l'ivraie ? Comment est-ce qu'on concilie le commandement et la liberté ? Comment est-ce qu'on concilie l'autorité et la liberté ? L'autorité suscite l'obéissance par adhésion. Ce sujet accorde crédit à ses titulaires, oui mais, en vertu de quoi ? Ici se pose la question de la légitimité. La raison fondamentale, c'est bien sûr la source première de l'autorité, quelle est-elle cette source ? La tradition pose ainsi que la source est quelque chose qui s'impose à tous, qui ne dépend pas de ceux qui obéissent et n'attribue davantage à celui qui commande. Mais enfin, si on quitte le champ de l'État, le champ du politique suprême, le père ou la mère, en vertu de quoi un enfant doit-il obéir à ses parents sinon la tradition ? Le chef, le professeur, le dirigeant qui a de l'autorité, il n'est pas auteur de ce qu'il prescrit. Il n'en est que l'interprète. Et l'autorité dont il jouit est empruntée à une tradition qui se succède. Chaque chef prend appui sur une notion au-dessus de lui.

Autrement dit, l'autorité humaine n'est jamais qu'une autorité seconde. Et celui qui commande, lui-même obéit. Il obéit supposément à ceux qui tirent les légitimités, il est un médiateur. Et alors l'autorité s'appuie sur des principes supérieurs d'ordre moral, religieux, politique etc. Une certaine idée du Bien, une certaine vision du Bien. Vision qui d'ailleurs, est l'autorité première. À cette vision, tout s'ordonne. L'ordre secret. La clé de compréhension. Une charge est attachée à une forme. Une charge, ce n'est pas une fonction, pas plus qu'une forme ou une procédure. Dans les deux cas, une charge et une forme touche au manière d'être. Elle contient de la substance. L'homme qui exerce une fonction se prête ou prête une partie de lui-même. L'homme qui assume une charge, quant à lui, s'engage. Il endosse une responsabilité. Une responsabilité obligatoire. Charles Péguy

parlait de « maîtres d'écoles exerçant leur charge. » Ils doivent leur autorité à ce qu'ils incarnent. La majesté de l'école. Il en va de même pour les hommes d'État, les magistrats, les officiers, les médecins, les mères de famille...

J'ose le dire, si la mère de famille tient son autorité, c'est parce qu'on reconnaît derrière elle la légitimité. Vous voyez ? Ce sont les hiérarchies naturelles. Tout le monde se doit de les avoir à l'esprit et de les respecter. Si on en croit Tocqueville, la crise de l'autorité est la conséquence directe du processus démocratique, qui naît aux États-Unis et qui se propage entièrement en Occident. Dans la rupture des années 60, cette crise elle a pris quoi ? Elle a pris une forme extrême. Les relations hiérarchiques entre les hommes n'ont pas disparu, il y a toujours des supérieurs et des inférieurs. Parents et enfants, professeurs et élèves, chefs et subordonnés, des gouvernants et des gouvernés... L'autorité a changé de nature. Les charges ont laissé place à des fonctions. Les obligations attachées aux positions supérieures ne sont plus que des obligations fonctionnelles. La hiérarchie devient sèche. Elle est privée de sens. Elle n'a plus aucune signification. Nos idylles, nos gouvernants se refusent désormais à nous dire où nous allons. Ils refusent de nous dire où se trouve le bien commun. Ils disent alors : « Ah mais non chers citoyens, c'est à vous de nous dire ce qu'est le bien commun, c'est à votre conscience de réfléchir à ce qu'est votre bien commun. » Tant que la droite se refusera à prendre position sur ce sujet, évidemment, elle ne fera alors que le jeu de ses adversaires. Il faut prendre le réel tel qu'il est. Les exemples ne manquent pas. La relation entre maître et élèves, entre enseignants et enseignés, on est à mille lieues de ce qu'on trouvait dans *L'Argent* de Charles Péguy ou dans *La Gloire de mon père* de Marcel Pagnol.

Les normes ont changé, les contenus ont changé, les professeurs ne sont plus des figures d'autorité qui s'investissent d'une mission générale d'éducation. Être

investi d'une mission, ça veut tout dire. Il est un technicien du savoir et il doit le transmettre. Enfin bref, on fait du charabia pour cacher qu'on a mis à mal l'une des hiérarchies les plus fondamentales. Rappelons-nous, notre Histoire commence avec Platon et Aristote. Une société de maîtres et d'élèves. Si la qualité de la langue se dégrade, si l'éducation des manières se dégrade, si la formation des caractères se dégrade, les larves seront livrées au premier démagogue venu. L'autorité du professeur a été sabotée. Dans l'ordre politique, la charge du bien commun tend à s'effacer au profit de la satisfaction des droits individuels. Ce qui s'éteint, c'est le sentiment du « nous ». De ce qui nous est commun et de ce qui nous fait en tant que groupe. Il ne reste plus que des « Je. » Cette notion de communauté ne peut pas être décrétée mais on peut en refaire la pédagogie. Il me semble que les Français n'ont pas bien conscience de leur appartenance à la communauté nationale. Une communauté destin. La France a un destin. Un destin particulier. Elle poursuit un destin universaliste, il n'y a donc plus de communauté française, il y a une communauté de personnes administrativement françaises mais il n'y a pas plus ce sentiment d'avoir un chemin commun. Les citoyens sont légions, les Français non. Le terme « citoyen du monde » veut bien dire ce qu'il est. C'est-à-dire un déracinement complet.

Depuis les années 80, il n'y a plus la volonté politique de faire pour les petits enfants, à l'école, ce qu'il faudrait faire pour l'ensemble des Français. Philippe Meirieu, pédagogue, a développé l'idée du « devenir élève ». Un enfant souhaitant s'intégrer et réussir doit devenir élève, il doit comprendre ce que l'école attend de lui. Vous vous rendez compte ? L'école qui attend quelque chose des enfants, qui exige de l'enfant, qu'il devienne un élève. Qu'il sache que quand on construit sa page de garde d'un cahier, on met le nom en haut à gauche et la date en bas à droite. Petit à petit, on se familiarise avec les exercices, les rythmes et l'âme mystique de l'établissement. L'école, pour y parvenir, elle

met les enfants en situation d'acclimatation comme on mettait les singes au jardin d'acclimatation et on leur faisait faire de l'exercice. Des choses répétitives, des choses à leur mesure et à leur portée. On n'attend pas la même implication d'un gamin de trois ans et de quinze ans. Aujourd'hui, l'école échoue. Elle ne parvient plus à faire que l'apprenant devienne un élève et entre dans la communauté scolaire. Elle a renoncé à bien des éléments de son rite et de son décorum. Je suis tout à fait favorable à ce que l'on remette les cérémonies de remise de diplôme dès la fin de l'école primaire. Ce genre de moments sont juste fabuleux ! Rien de tel pour fédérer un groupe que le cérémonial. La communauté des paysans existe quand ils travaillent ensemble. Et à la fin de la journée, elle est contente. La communauté nationale devrait faire pareil. Tous le rite et le décorum ont disparu. Un enfant de zéro à dix-huit ans, il peut grandir sans avoir jamais pris en plein dans la figure, le drapeau et l'hymne national. Je ne dis pas qu'il faut faire chanter la *Marseillaise* tous les vendredis matin.

Si on veut que la France étende l'appartenance communautaire, il faut donner corps à cette communauté. Il faut donner un corps, il faut lui donner une chair. Qu'elle devienne un être à part entière ! Le Christ a dit à Pierre : « Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église. » Il a dit : « Tu bâtiras », il a pas dit : « Tu seras. » Eh bien, la France doit se bâtir, y compris dans l'esprit de ceux qui l'ont délaissée. Ce n'est pas un évènement, mais un processus. Ça sera long... Probablement qu'il y aura une génération complètement sacrifiée qui viendra à l'amour de la nation, ne parlons pas encore de nationalisme. À l'amour de la nation et de la France ou en tout cas, à la joie d'être français. Elle ne viendra pas par les voies régulières. Si la contre-réforme est triomphante contre les luthériens en Italie, en Allemagne du Sud et ici, c'est justement parce qu'on a remis de l'encens et du rite là où il en fallait. Nous sommes dans des considérations pratiques avec un objectif plus large, qui est

le retour d'une épopée. Aujourd'hui, nous sommes les victimes d'un processus politique et philosophique qui s'est déroulé pendant plus de deux cents ans. L'attente sera similaire. On a une classe en potentiel. Une classe n'ayant pas conscience d'être héritière de l'aventure historique. La droite a devant elle un magnifique boulevard afin de parler aux gens qui ont envie de renouer avec le réel. Les filières professionnelles et de l'artisanat sont en déficit de monde. La demande est présente. L'offre ne peut pas la satisfaire, faute de bras. Si nous étions capables de former d'excellents artisans en des domaines en forte valeur ajoutée.

Qu'est-ce que la droite attend pour parler à ces artisans ?

Hassan Ejaabi